

Communiqué de Presse de la FNEC FP FO du Var du 26 novembre 2012 :

Article paru dans la marseillaise du 27 novembre 2012

Education. FO lance une campagne d'information mais aussi de lutte contre le projet de loi Peillon sur l'orientation et la programmation de l'école.

Un texte passé au révélateur syndical

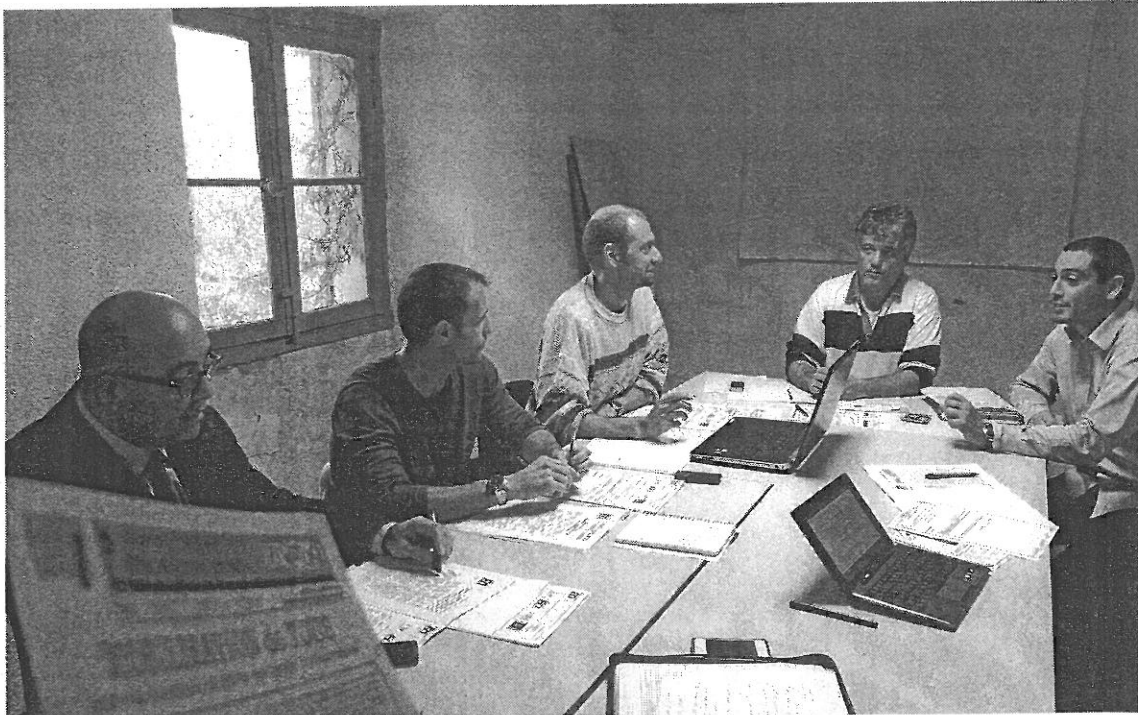
■ La fédération FO de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle est à l'offensive en ce mois de novembre, pour contrer le projet de loi du ministre Vincent Peillon. Pour ce, des réunions sont organisées dans les établissements, la pétition circulant ayant reçu 200 signatures en dix jours pour réclamer l'abandon de la réforme.

Hier depuis le siège de l'union départementale porte d'Italie à Toulon, le secrétaire départemental Rolando Galli passe au crible un texte qu'il juge mauvais.

Recrutement.

« Ce projet rentre dans le cadre de la politique d'austérité et des dix milliards d'économies au budget 2013. Si on ne fait que remplacer les départs en retraite, la situation ne changera pas. Une partie des remplacements est faite avec des emplois professeurs avenir. La rémunération est de 900 euros si on est boursier. Le cœur de la réforme, c'est la masterisation. » Pour Emmanuel Breteaux (second degré), « les conditions d'accès se compliquent car ils vont faire des recrutements dès le master 1. En suivant le master 2, les jeunes seront contractualisés pour n'être stagiaires que l'année suivante ». « On nous dit que l'Education nationale est prioritaire, prioritaire oui, mais dans la précarité. »

Philippe Adjutor (personnels de direction) : « On recrute vite et pas cher pendant deux ans. C'est dangereux, on joue davantage sur le fait que les gens sont dans la précarité mais ça ne répond pas à la



L'état-major de FO enseignement veut construire un rapport de forces contre la réforme. BRUNO ISOLDA

question de la formation. » A ce chapitre, Rolando Galli évoque la création de l'Ecole supérieure du professorat : « On met tout le monde dans le même truc. Dans l'histoire de l'éducation, les gens sont recrutés par discipline et par corps, avec une qualification particulière. »

Territorialisation.

« Nous sommes contre. L'Education ne serait plus nationale ». Christophe Segond (lycée professionnels) s'en explique : « Ce sont les Régions qui décideront des forma-

tions. On perd le caractère national des diplômes. On dépendra du bon-vouloir de la Région et des entreprises partenaires. Nous sommes contre l'apprentissage qui est un enseignement au rabais. On est incapable d'assurer aux jeunes une sécurité de l'emploi. » Le projet de loi peut bien être reporté au mois de janvier, Rolando Galli promet qu'il n'y aura pas de consensus.

Primaire.

Marc Altet (1er degré) évoque à son tour la réforme des rythmes

scolaires : « Aujourd'hui, il y a 24 heures d'enseignement par semaine. Peillon veut une semaine de quatre jours et demi avec le mercredi matin. Ce n'est pas une bonne chose, ni pour les enfants ni pour les enseignants. De plus la semaine ne compterait plus qu'23 heures. Et à 15h30, on fait quoi des enfants ? »

Une longue liste de revendications non satisfaites ? « La réforme, elle parle d'autre chose... »